

Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 27 mars 2018

Présents : MM. Galant J., Bourgmestre, **Présidente**,

Caulier G., Horny D., Desmet-Culquin B., D'Haese-Leuridan M., **Echevins**,
Dubois G., Mauroy-Moulin-Stalpaert P., Pottiez P., Hallot J.P., Breuse E.,
Senecaut M., Robette-Delputte F., Chanoine V., Delhay J., Demoustiez A.,
Dessilly V., Decoster C., **Conseillers**,

Gillard S., **Directeur général**.

Excusés : Vanderkel A., Decamps P., Egels E., Petit N., **Conseillers**.

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 27 février 2018 – partie publique – approbation.

Monsieur Delhay demande que soit acté qu'en ce qui concerne le point 12 de ce procès-verbal du 27 février, et plus précisément la question orale sur la Voie Nisolle, il a pu constater de visu qu'un tas de fumier avait été déposé sur l'assiette du sentier, et que celui-ci n'était par conséquent pas exempt de tout obstacle – nécessitant de ce fait une démarche concrète de la Commune afin d'en permettre l'usage.

Sous réserve de la prise d'acte de la remarque ci-dessus, le Conseil communal approuve le procès-verbal de la séance précédente, partie publique, à l'unanimité.

2. Finances – Situation de caisse en date du 9 mars 2018 – information

LE CONSEIL COMMUNAL,

Est informé de la situation de caisse en date du 9 mars 2018, à savoir : un solde débiteur de 2.110.689,16 €.

3. Finances – Budget des services ordinaire et extraordinaire, exercice 2018, de la Commune de Jurbise – approbation par les autorités de tutelle – information

LE CONSEIL COMMUNAL,

Est informé de l'approbation, par les autorités de tutelle du Budget des services ordinaire et extraordinaire, exercice 2018.

4. Finances – Accord sur le projet de convention relatif à la subvention d’un montant de 23.574,13 € accordé par le Gouvernement Wallon concernant le projet « Economiseurs d’énergie – UREBA II- 105M (Château Communal) » – approbation

Le Conseil communal, siégeant en séance publique,

Vu le décret du 23 mars 1995 portant création du Centre Régional d’Aide aux Communes,

Vu la délibération du Gouvernement wallon du 28 mars 2013 attribuant une subvention pour les investissements financée au travers du compte CRAC pour des investissements économiseurs d’énergie ;

Vu la décision du Ministre qui a l’Energie dans ses attributions autorisant de débiter les travaux, sous réserve d’avoir respecté la réglementation sur les marchés publics ;

Considérant le cahier des charges N° TC UREX 7.4 relatif à ce marché établi par l’auteur de projet, IDEA, Rue de Nimy, 53 à 7000 MONS ;

DECIDE, à l’unanimité :

Article 1er. – De solliciter un prêt d’un montant total de 23.574,13€ afin d’assurer le financement de la subvention pour les investissements prévus par la décision du Gouvernement wallon.

Article 2 – D’approuver les termes de la convention ci-annexée.

Article 3 – De solliciter la mise à disposition de 100% des subsides.

Article 4 – De mandater Madame Jacqueline Galant, Bourgmestre, et Monsieur Stéphane Gillard, Directeur Général, pour signer ladite convention.

5. Finances – Accord sur le projet de convention relatif à la subvention d’un montant de 35.888,00 € accordé par le Gouvernement Wallon concernant le projet « Economiseurs d’énergie – UREBA II- 105M (Annexe du Château Communal) » – approbation

Le Conseil communal, siégeant en séance publique,

Vu le décret du 23 mars 1995 portant création du Centre Régional d’Aide aux Communes,

Vu la délibération du Gouvernement wallon du 28 mars 2013 attribuant une subvention pour les investissements financée au travers du compte CRAC pour des investissements économiseurs d’énergie ;

Vu la décision du Ministre qui a l’Energie dans ses attributions autorisant de débiter les travaux, sous réserve d’avoir respecté la réglementation sur les marchés publics ;

Considérant le cahier des charges N° TC UREX 7.6 relatif à ce marché établi par l'auteur de projet, IDEA, Rue de Nimy, 53 à 7000 MONS ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. – De solliciter un prêt d'un montant total de 35.888,00€ afin d'assurer le financement de la subvention pour les investissements prévus par la décision du Gouvernement wallon.

Article 2. – D'approuver les termes de la convention ci-annexée.

Article 3. – De solliciter la mise à disposition de 100% des subsides.

Article 4 – De mandater Madame Jacqueline Galant, Bourgmestre, et Monsieur Stéphane Gillard, Directeur Général, pour signer ladite convention.

6. Finances – Accord sur le projet de convention relatif à la subvention d'un montant de 60.560,11 € accordé par le Gouvernement Wallon concernant le projet « Economiseurs d'énergie – UREBA II- 105M (Ecole Communale d'Herchies) » – approbation

Le Conseil communal, siégeant en séance publique,

Vu le décret du 23 mars 1995 portant création du Centre Régional d'Aide aux Communes,

Vu la délibération du Gouvernement wallon du 28 mars 2013 attribuant une subvention pour les investissements financée au travers du compte CRAC pour des investissements économiseurs d'énergie ;

Vu la décision du Ministre qui a l'Energie dans ses attributions autorisant de débiter les travaux, sous réserve d'avoir respecté la réglementation sur les marchés publics ;

Considérant le cahier des charges N° TC UREX 7-2 relatif à ce marché établi par l'auteur de projet, IDEA, Rue de Nimy, 53 à 7000 MONS ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. – De solliciter un prêt d'un montant total de 60.560,11€ afin d'assurer le financement de la subvention pour les investissements prévus par la décision du Gouvernement wallon.

Article 2 – D'approuver les termes de la convention ci-annexée.

Article 3 – De solliciter la mise à disposition de 100% des subsides.

Article 4 – De mandater Madame Jacqueline Galant, Bourgmestre, et Monsieur Stéphane Gillard, Directeur Général, pour signer ladite convention.

7. Finances – Accord sur le projet de convention relatif à la subvention d'un montant de 68.385,28 € accordé par le Gouvernement Wallon concernant le projet « Economiseurs d'énergie – UREBA II- 105M (Ecole Communale de Masnuy-St-Jean) » – approbation

Le Conseil communal, siégeant en séance publique,

Vu le décret du 23 mars 1995 portant création du Centre Régional d'Aide aux Communes,

Vu la délibération du Gouvernement wallon du 28 mars 2013 attribuant une subvention pour les investissements financée au travers du compte CRAC pour des investissements économiseurs d'énergie ;

Vu la décision du Ministre qui a l'Energie dans ses attributions autorisant de débiter les travaux, sous réserve d'avoir respecté la réglementation sur les marchés publics ;

Considérant le cahier des charges N° TC UREX 7.1 relatif à ce marché établi par l'auteur de projet, IDEA, Rue de Nimy, 53 à 7000 MONS ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. – De solliciter un prêt d'un montant total de 68.385,28€ afin d'assurer le financement de la subvention pour les investissements prévus par la décision du Gouvernement wallon.

Article 2 – D'approuver les termes de la convention ci-annexée.

Article 3 – De solliciter la mise à disposition de 100% des subsides.

Article 4 – De mandater Madame Jacqueline Galant, Bourgmestre, et Monsieur Stéphane Gillard, Directeur Général, pour signer ladite convention.

8. Secrétariat – Mise à disposition de la salle culturelle J. Galant au bénéfice de l'ASBL La Spirale – proposition de gratuité partielle sur le montant de location, conformément à l'article 23 du Règlement communal de location et mise à disposition des salles communales – approbation

Monsieur Delhaye, en écho à la proposition du Groupe PS formulée lors de la séance précédente, relative à une augmentation du montant de subside accordé au

Centre d'Action laïque (CAL), évoque la proposition d'accorder la gratuité totale, et non partielle, à ce demandeur, à défaut d'une augmentation du subside communal annuel accordée au CAL.

La Présidente et l'Echevine de la Culture refusent, estimant qu'il convient d'appliquer le Règlement des locations et mises à disposition des salles communales, et de proposer une gratuité partielle couvrant les frais de nettoyage et d'assurance de la salle.

Sur ces considérations,

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu le règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales, approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 03.11.2009, et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le Centre d'Action Laïque de Jurbise (A.S.B.L. LA SPIRALE), représenté par Mr. Henri POOLS, domicilié route d'Ath 267 à 7050 Jurbise, souhaite occuper la salle culturelle Jacques Galant les 16,17 et 18 novembre 2018 ;

Attendu qu'il est proposé de mettre la salle culturelle Jacques Galant à disposition du Centre d'Action Laïque (A.S.B.L. LA SPIRALE) sur base d'une gratuité partielle sur le prix de location, gratuité partielle qui se justifie par l'intérêt communal de la manifestation (organisation de la traditionnelle exposition d'œuvres d'art « Toile Emoi »), au tarif de 147,07 EUR (assurances 3 jours = 47,07 EUR + 100 EUR nettoyage) ;

Sur proposition du Collège Communal en sa séance du 12 mars 2018 ;

DÉCIDE, par 14 voix pour et 3 abstentions - Madame Senecaut, Messieurs Delhay et Breuse s'abstiennent.

Article 1^{er} : De permettre au Centre d'Action Laïque de Jurbise (A.S.B.L. LA SPIRALE), représenté par Mr. Henri POOLS, domicilié route d'Ath 267 à 7050 Jurbise, d'occuper la salle culturelle Jacques Galant sur base d'une gratuité partielle sur le prix de location qui se justifie par l'intérêt communal de la manifestation organisée (organisation de la traditionnelle exposition d'œuvres d'art Toile Emoi) les 16, 17 et 18 novembre 2018. Tarif demandé : 147,07 EUR (assurances 3 jours = 47,07 EUR + 100 EUR nettoyage).

Article 2 : De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour disposition.

9. Secrétariat – Mise à disposition de la salle culturelle La Vacressoise au bénéfice de l’ASBL La Farandole – proposition de gratuité totale sur le montant de location, conformément à l’article 23 du Règlement communal de location et mise à disposition des salles communales – approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l’article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l’administration ;

Vu le règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 3 novembre 2009, et ses modifications ultérieures ;

Attendu que, suite au courrier du 24 décembre 2017 de l’ASBL « La Farandole » de Mons, dont le siège se trouve à la Rampe Sainte Waudru à Mons et représentée par son Président, Monsieur Luc Lammers, domicilié chemin du Prince 252 à 7050 Erbisoeul, il est proposé de mettre la salle « La Vacressoise » à disposition le vendredi 14 décembre 2018 afin de permettre de mener à bien l’organisation d’un repas de Noël pour les bénéficiaires, le personnel et les familles de l’A.S.B.L.;

Considérant qu’il est proposé de mettre cette salle à disposition du demandeur sur base d’une gratuité totale ;

Considérant que cette gratuité se justifie par le caractère philanthropique de cette A.S.B.L. qui accueille de jour des adultes handicapés ;

Sur proposition du Collège Communal, en sa séance du 12 mars 2018 ;

DÉCIDE, à l’unanimité :

Article 1^{er} : De mettre à disposition de l’A.S.B.L. La Farandole la salle dénommée « La Vacressoise » le 14 décembre 2018, et ce sur base d’une gratuité totale. Cette mise à disposition est destinée à permettre au demandeur de mener à bien l’organisation d’un repas de Noël pour les bénéficiaires, le personnel et les familles d’une A.S.B.L. à caractère philanthropique.

Article 2 : De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour disposition.

10. Secrétariat - Mise à disposition de la salle culturelle J. Galant au bénéfice de l'ASBL PROMOVINS – proposition de gratuité partielle sur le montant de location, conformément à l'article 23 du règlement de location et mise à disposition des salles communales – approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu le règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 03 novembre 2009, ainsi que ses modifications ultérieures ;

Sur proposition du Collège communal en sa séance du 12 mars 2018 ;

Attendu que l'ASBL PROMOVINS, représentée par Monsieur HUISSEMANS, rue des 3 Coulons 114 à 7000 MONS, a fait part de son souhait d'occuper la salle culturelle « Jacques GALANT », son bar et sa salle annexe dénommée Orangerie du vendredi 04 mai 2018 jusqu'au dimanche 06 mai 2018 sur base d'une gratuité partielle sur le prix de location ;

Attendu que cette gratuité partielle se justifie par l'intérêt communal de la manifestation organisée, à savoir un Salon des vins ayant rencontré un succès considérable auprès de la population jurbisienne au cours de ses éditions précédentes, ainsi que par l'établissement d'un contrat de sponsoring d'un montant de 3.000 EUR en vue de couvrir les frais de location du podium utile pour la bonne organisation de la ducasse communale de Jurbise 2018 ; Après en avoir délibéré en séance publique ;

DÉCIDE, par 14 voix pour et 3 abstentions - Madame Senecaut, Messieurs Delhay et Breuse s'abstiennent :

Article 1^{er} : D'approuver la proposition d'occupation de la salle culturelle « Jacques GALANT », son bar et sa salle annexe dénommée Orangerie du vendredi 04 mai 2018 au dimanche 06 mai 2018 sur base d'une gratuité partielle sur le prix de location, au bénéfice de l'ASBL PROMOVINS, représentée par Mr. HUISSEMANS, rue des 3 Coulons 114 à 7000 MONS.

Article 2 : De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour disposition.

11. Projets – Appel à projets communaux dans le cadre de la « supracommunalité » en Province de Hainaut – Années 2017-2018 : majoration pour 2018 de la dotation provinciale – approbation

A la question de Monsieur Delhay, la Présidente confirme à l'assemblée que malgré l'augmentation du budget provincial consacré à ce dossier, les moyens disponibles seront toujours entièrement et uniquement consacrés au projet initial (« Points nœuds »)

Le Conseil Communal, siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux attributions du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'Administration ;

Vu la délibération du Conseil Communal en date du 24 octobre 2017 relative à l'appel à projets communaux dans le cadre de la supracommunalité en Province de Hainaut – Années 2017-2018, et la décision d'adhérer, à l'unanimité, au projet « Cœur de Hainaut à vélo », confié à l'opérateur IDEA ;

Attendu que la dotation provinciale annuelle envisagée à cet égard s'élevait à 0,75€/habitant ;

Vu le courrier daté du 22 février 2018 de la Province de Hainaut, informant la Commune de Jurbise que la dotation 2018 pour les projets supracommunaux passera de 0,75€/habitant à 1,00€/habitant, et demandant à ce que le Conseil communal en soit informé ;

Vu le tableau en annexe reprenant la nouvelle dotation ;

Considérant que cette décision n'affectera en rien la manière dont ce subside sera utilisé (projet « Points nœuds - Cœur de Hainaut à vélo ») ;

Sur proposition du Collège communal :

DÉCIDE, à l'unanimité :

Article 1^{er} . – De prendre connaissance et d'approuver la proposition de modification de la dotation 2018 pour les projets supracommunaux, qui passera de 0,75€/habitant à

1,00€/habitant.

Article 2. - De transmettre un exemplaire de la présente délibération à la Province du Hainaut, Service du Directeur Général – Services Transversaux et Stratégiques.

Article 3. – De transmettre un exemplaire de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier, pour disposition.

12. Projets – Appel à projets « Commune Zéro Déchets » - acte de candidature – approbation

Tout en estimant excellente la proposition de participer à cet appel à projet, Monsieur Delhayé constate qu'un nombre important de critères de sélection devra être rencontré.

Tout en lui confirmant que le nécessaire sera fait afin de répondre à ces critères, la Présidente lui confirme qu'une copie du dossier de candidature pourra lui être transmise.

Le Conseil Communal, siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux attributions du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'Administration ;

Vu l'appel à candidatures « Communes Zéro Déchets » reçu par courrier postal le 19 janvier 2018, de la part du Ministre wallon Carlo Di Antonio ;

Attendu qu'il est prévu, dans le cadre de cet appel à candidatures, que 10 communes soient sélectionnées et bénéficient gratuitement, pendant 2 ans, d'un accompagnement expert, apporté par Espace Environnement ASBL pour mettre en place une dynamique « Zéro Déchet » sur leur territoire, accompagnement comprenant notamment :

- Formation des élus et techniciens ;
- Coproduction d'un diagnostic de territoire ;
- Assistance à l'élaboration d'un plan d'actions sur mesure (en ce compris un plan d'actions interne exemplaire) ;
- Coordination des activités de terrain et accompagnement des acteurs engagés ;
- Communication ;

Attendu que passer au « Zéro Déchet » permettrait la mise en place d'une démarche collective permettant de réduire drastiquement la production de déchets, tout en économisant les ressources naturelles et en favorisant les circuits courts et le lien social à l'échelon local ;

Attendu qu'en cas de sélection de son dossier, la Commune de Jurbise s'engagerait à :

- Mettre en place une dynamique « Zéro Déchet » sur le territoire communal, en s'appuyant sur l'accompagnement méthodologique et technique mis à disposition par la Wallonie ;
- Mettre à disposition du personnel communal pour la gestion, le suivi et la mise en œuvre du projet à hauteur d'au minimum 1/5 équivalent temps plein ;
- Participer aux rencontres avec les autres communes lauréates : formations, visites, réunions de réseau (une fois par an), groupes de travail thématiques... ;
- Fournir les informations nécessaires en vue de partager et capitaliser les expériences menées par la Commune en vue de leur diffusion ;
- Participer à la communication autour du projet : réalisations de capsules vidéo, interviews pour la télévision locale, contacts presse et média...

Attendu que le dossier doit être rentré pour le 03 avril 2017 à minuit au plus tard, par voie électronique ;

Sur proposition du Collège communal, en séance du 31 janvier 2018 ;

DÉCIDE, à l'unanimité :

Article 1^{er} . - D'approuver l'introduction du dossier communal à l'appel à candidatures « Communes Zéro Déchets ».

Article 2 . - En cas de sélection de son dossier, la Commune de Jurbise s'engagera à :

- Mettre en place une dynamique « Zéro Déchet » sur le territoire communal, en s'appuyant sur l'accompagnement méthodologique et technique mis à disposition par la Wallonie ;
- Mettre à disposition du personnel communal pour la gestion, le suivi et la mise en œuvre du projet à hauteur d'au minimum 1/5 équivalent temps plein ;
- Participer aux rencontres avec les autres communes lauréates : formations, visites, réunions de réseau (une fois par an), groupes de travail thématiques... ;
- Fournir les informations nécessaires en vue de partager et capitaliser les expériences menées par la Commune en vue de leur diffusion ;
- Participer à la communication autour du projet : réalisations de capsules vidéos, interviews pour la télévision locale, contacts presse et média... » .

Article 3 . -De transmettre un exemplaire de la présente délibération au Service Public de Wallonie, annexé au formulaire de candidature prévu à cet effet.

13. Projets – Appel à projets relatif à la création d’espaces de condoléances et de cérémonies non confessionnelles dans les cimetières - acte de candidature – approbation

Le Conseil Communal, siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l’article L1122-30 relatif aux attributions du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l’Administration ;

Vu l’appel à projets « Aménagement, mise en conformité et embellissement des cimetières wallons et création d’espaces de condoléances et de cérémonies non confessionnelles » reçu par courrier postal le 3 novembre 2017, de la part de la Direction Générale Opérationnelle des routes et des bâtiments (DGO1) ;

Attendu qu’il est prévu, dans le cadre de cet appel à projets d’aménager, de mettre en conformité et d’embellir les cimetières wallons selon deux grands axes qui sont :

- Axe 1 : mise en conformité et embellissement des cimetières
- Axe 2 : création d’espaces de condoléances et de cérémonies non confessionnelles dans les cimetières ;

Attendu qu’en sa séance du 14 novembre 2017, le Collège Communal a décidé de se concentrer uniquement sur l’axe 2 ;

Attendu qu’en cette même séance, le Collège Communal a choisi de proposer la réhabilitation du bâtiment situé dans le cimetière communal de Masnuy-Saint-Jean afin d’en faire un espace de condoléances et de cérémonies non confessionnelles ;

Attendu que si le projet communal est retenu, le subside obtenu pourrait être de maximum 50.000€, représentant 60% maximum du coût total des travaux, tandis que la participation communale devrait s’élever au minimum à 40 % de ce coût total ;

Attendu que l’avis de légalité du Directeur financier a été sollicité en date du 8 mars 2018 ;

Sur proposition du Collège communal, en séance du 14 novembre 2017 ;

DÉCIDE, à l’unanimité :

Article 1^{er} - D’approuver l’introduction du dossier communal à l’appel à projets relatif à la création d’espaces de condoléances et de cérémonies non confessionnelles dans les cimetières.

Article 2 . - De proposer, dans le cadre de cet appel à projets, de réhabiliter le bâtiment situé au cimetière de Masnuy-Saint-Jean afin d'en faire un espace de condoléances et de cérémonies non confessionnelles.

Article 3 . - De transmettre un exemplaire de la présente délibération à la Direction Générale Opérationnelle des Routes et des Bâtiments.

Article 4 . - De transmettre un exemplaire de la présente délibération à Monsieur le Directeur Financier pour disposition.

14. Travaux – Projet d’extension de l’éclairage public du futur parking communal (Gare de Jurbise) – approbation

Le Conseil Communal, siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l’article L1122-30, L1222-3 et L1222-4 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l’administration ;

Vu l’article 135, §2 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu les articles 3 A.5, 9 et 47 des statuts d'ORES ASSETS ;

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l’organisation du marché régional de l’électricité, notamment son article 10 ;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l’obligation de service public imposée aux gestionnaires de réseau de distribution en termes d’entretien et d’amélioration de l’efficacité énergétique des installations d’éclairage public, notamment son article 3 ;

Vu la désignation d'ORES ASSETS en qualité de Gestionnaire de réseau de distribution sur le territoire de la Commune de Jurbise ;

Considérant qu’en vertu de l’article 18,1° de la loi relative aux marchés publics, ne sont pas soumis à l’application des dispositions de ladite loi, les services attribués à un pouvoir adjudicateur sur la base d’un droit exclusif ;

Considérant que la Commune de Jurbise a le projet d'établir un parking communal à proximité immédiate de la Gare de Jurbise, parking qu'il sera nécessaire de pourvoir des dispositifs d'éclairage en nombre suffisant afin d'assurer la sécurité et le confort des usagers ;

Considérant qu'en vertu des articles 3 A.5, 9 et 47 des statuts d'ORES ASSETS, à laquelle la Commune est affiliée, celle-ci s'est dessaisie à titre exclusif et avec pouvoir de substitution du service de l'éclairage public, ORES effectuant ces prestations à prix de revient ;

Considérant dès lors que la Commune doit charger directement ORES ASSETS de l'ensemble des prestations de services liées à ses projets en matière d'éclairage public ;
Considérant la délibération du Conseil communal du 30 mai 2017, décidant du principe des travaux et chargeant ORES ASSETS de la réalisation de l'ensemble des prestations de service liées et à la bonne exécution du projet d'extension de l'éclairage public pour le futur parking, et décidant pour les travaux de pose relatifs à ce projet, de recourir aux entrepreneurs désignés par ORES ASSETS en sa qualité de centrale de marchés ;

Considérant la centrale de marchés de travaux organisée par ORES ASSETS pour le compte des communes ;

Vu le projet définitif établi par ORES ASSETS ainsi que le montant des estimations des travaux de pose et fournitures requis pour la réalisation du projet, transmis par ORES ASSETS ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité en date du 20 février 2018, obtenu en date du 6 mars, et qu'il s'avère favorable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au service extraordinaire du Budget communal, exercice 2018, article 424/72160 :20170011 ;

Sur proposition du Collège communal ;

DÉCIDE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : D'approuver le projet d'extension de l'éclairage public pour le futur parking communal qui sera construit à proximité immédiate de la Gare de Jurbise (Impasse du Viaduc) pour le montant estimatif de 38.440,71 € HTVA ou 46.513,27 € TVAC, comprenant l'acquisition des fournitures, la réalisation des travaux et les prestations d'ORES ASSETS.

Article 2 : De lancer un marché public de fournitures de matériel d'éclairage public nécessaire à l'exécution de ce projet, pour un montant estimé de 17.157,93 € HTVA ou 20.761,09 € TVAC, par procédure par simple facture acceptée sur base de l'article 92 de la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

Article 3 : D'approuver les documents du marché (plans, annexes, modèle d'offre) présentés, relatifs à ce marché de fournitures.

Article 4 : D'arrêter comme suit la liste des fournisseurs à consulter :

- Lot 1 : Luminaires fonctionnels équipés de Led's o SCHREDER (Zoning industriel, rue du Tronquoy 10 à 5380 Fernelmont) o FONDERIE ET MECANIQUE DE LA SAMBRE (rue des trois Frères Servais 44 à 5190 Jemeppe-sur-Sambre) o BIS LIGHTING (Jetsesteenweg 409 à 1090 Bruxelles)
- Lot 2 : Projecteurs équipés de Led's o SCHREDER (Zoning industriel, rue du Tronquoy 10 à 5380 Fernelmont) o FONDERIE ET MECANIQUE DE LA SAMBRE (rue des trois Frères Servais 44 à 5190 Jemeppe-sur-Sambre) o BIS LIGHTING (Jetsesteenweg 409 à 1090 Bruxelles)
- Lot 3 : Candélabres o PYLONEN DE KERF (rue Monchamps 3A à 4052 Beaufayt) o ARCOS BVBA (Vrijheid 54 à 9500 Ophasselt) o METALOGALVA (avenue G. Poels 8-10 à 1160 Auderghem)

Article 5 : Concernant les travaux de pose requis pour l'exécution de ce projet, de recourir à l'entrepreneur désigné dans le cadre du marché pluriannuel relatif aux travaux de pose d'installations d'éclairage public pour la Région administrative de Wallonie picarde, chargé du suivi des travaux, notamment pour l'Administration communale de Jurbise, conclu par ORES.

Article 6 : De charger le Collège communal de l'exécution de la présente délibération.

Article 7 : De financer ces prestations par le crédit inscrit au service extraordinaire du Budget communal, exercice 2018, article 424/72160 :20170011.

Article 8 : De transmettre un exemplaire de la présente délibération à ORES ASSETS ainsi qu'à Monsieur le Directeur financier pour suites voulues.

15. Travaux – Eclairage public : installations d'éclairage public du parking de la salle culturelle Jacques Galant. Projet définitif et montant total de la dépense – approbation

Monsieur Delhaye demande quelle est l'évolution de ce dossier. La Présidente et le Directeur général lui répondent que des informations complémentaires ont été demandées par la Région Wallonne à la suite de l'introduction du dossier de permis unique dans lequel ce projet s'inscrit, informations qui lui seront bientôt envoyées.

Le Collège Communal, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment les articles L1222-30, L 1122-3 et L 1222-4 ;

Vu l'article 135 §2 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu les articles 3 A.5, 9 et 47 des statuts d'ORES ASSETS ;

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, notamment son article 10 ;

Vu la désignation d'ORES ASSETS en qualité de Gestionnaire de réseau de distribution sur le territoire de la commune ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public imposé aux gestionnaires de réseau de distribution en termes d'entretien et d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations d'éclairage public, notamment son article 3 ;

Considérant qu'en vertu de l'article 18, 1° de la loi relative aux marchés publics, ne sont pas soumis à l'application des dispositions de ladite loi, les services attribués à un pouvoir adjudicateur sur la base d'un droit exclusif ;

Considérant qu'en vertu des articles 3 A.5, 9 et 47 des statuts d'ORES ASSETS à laquelle la commune est affiliée, la commune s'est dessaisie à titre exclusif et avec pouvoir de substitution du service de l'éclairage public, le GRD effectuant ces prestations à prix de revient ;

Considérant dès lors que la commune doit charger directement ORES ASSETS de l'ensemble des prestations de services liées à ses projets en matière d'éclairage public ;

Considérant la délibération du Conseil communal en date du 02/07/2017 décidant du principe des travaux et chargeant ORES ASSETS de la réalisation de l'ensemble des prestations de service liées à la bonne exécution du projet d'aménagement des installations du futur parking de la salle culturelle J.Galant, rue du Moustier n° 8 à Jurbise et décidant pour les travaux de pose relatifs à ce projet, de recourir aux entrepreneurs désignés par ORES ASSETS en sa qualité de centrale de marchés ;

Considérant la Centrale de marchés de travaux organisée par ORES ASSETS pour compte des communes ;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par le SPW-DGO1 Routes et Bâtiments - Infrasport, Boulevard du Nord 8 à 5000 Namur ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2018, article 762/721-60 (n° de projet 20180057) et sera financé par emprunt et par subsides ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité le 14 mars 2018;

Vu le projet définitif établi par ORES ASSETS ainsi que le montant des estimations des travaux de pose et fournitures requis pour la réalisation du projet, transmis par ORES ASSETS ;

Vu le montant des fournitures inférieur à 30.000,00 € ;

DÉCIDE, par 14 voix pour et 3 abstentions - Madame Senecaut, Messieurs Delhayé et Breuse s'abstiennent :

Article 1er. – D'approuver le projet d'aménagement des installations d'éclairage public du futur parking de la salle culturelle J.Galant, rue du Moustier n° 8 à Jurbise pour le montant estimatif de 47.480,11 € comprenant, l'acquisition des fournitures, la réalisation des travaux, les prestations d'ORES ASSETS et la TVA.

Article 2. – D'approuver le paiement par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2018, article 762/721-60 (n° de projet 20180057)

Article 3. – De lancer un marché public de fournitures de matériel d'éclairage public nécessaire à l'exécution de ce projet pour un montant estimé de 16.964,40 € hors TVA, par procédure par simple facture acceptée sur base de l'article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

Article 4. – D'approuver, les plans et les documents du marché (plans, annexes, modèle d'offres) présentés, relatifs à ce marché de fournitures.

Article 5. – D'arrêter la liste des fournisseurs à consulter comme suit :

Lot 01 : Projecteurs équipés de Led's

- Schreder : Zoning Industriel, rue du Tronquoy, 10 à 5380 Fernelmont
- Fonderie et Mécanique de la Sambre : rue des 3 Frères Servais, 44 à 5190 Jemeppe-sur-Sambre
- Bis Lighting : Jetsesteenweg, 409 à 1090 Bruxelles

Lot 02 : Candélabres

- Pylonen De Kerf : rue Monchamps, 3A à 4052 Beaufayt
- Arcos bvba : Vrijheid, 54 à 9500 Ophasselt
- Metalgalva : avenue Guillaume Poels, 8-10 à 1160 Auderghem

Article 6. – Concernant les travaux de pose requis pour l'exécution du projet, de recourir à l'entrepreneur désigné dans le cadre du marché pluriannuel relatif aux travaux de pose d'installations d'éclairage public pour la Région administrative de Wallonie picarde, chargée du suivi des travaux, notamment pour l'Administration communale de Jurbise, conclu par ORES.

Article 7. – De charger le Collège communal de l'exécution de la présente délibération.

Article 8. – De transmettre la présente délibération à ORES ASSETS et à l'autorité de tutelle le cas échéant pour dispositions à prendre.

16. Travaux - Désaffectation du module préfabriqué de l'école Pierre Coran d'Erbisoeul – approbation

Le Conseil Communal, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal ;

Vu la délibération du 02 février 2016 du Conseil communal approuvant la désaffectation de trois modules préfabriqués de l'école d'Erbisoeul dont les numéros de série étaient PK3240504, PK3240047 et PK3240503 ;

Vu la délibération du 25 octobre 2016 du Conseil communal approuvant la désaffectation de deux modules préfabriqués supplémentaires dont les numéros de série étaient 3240693 et 3240117 ;

Attendu que depuis la construction de l'aile « Pierre Coran » de l'école d'Erbisoeul en 2015, le dernier module, installé dans la cour primaire, n'est plus utilisé et n'est pas susceptible de l'être pour d'autres activités communales ;

Considérant la volonté du Collège communal de procéder également à la revente de ce module, dont le numéro de série est PK1614169 ;

Attendu que ce module doit être désaffecté du Patrimoine Communal ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : D'approuver la désaffectation du module, dont le numéro de série est PK1614169, du patrimoine de l'Administration Communale de Jurbise.

Article 2 : De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour disposition, ainsi qu'à la compagnie d'assurance Belfius pour suites voulues.

17. Question(s) orale(s).

Pour le Groupe PS, Madame Senecaut pose la première question suivante :

« Le groupe PS souhaite attirer l'attention du Collège quant à un problème de sécurité dans la rue des Anglais face au "Dragon city". Les voitures y circulent à une vitesse excessive et ce, peut-être en raison notamment de la disparition quasi-totale du passage pour piétons qui doit être retracé, le marquage ayant quasiment disparu. Pouvez-vous nous confirmer que le nécessaire sera fait dans les plus brefs délais ? »

Pour la majorité, la Présidente répond :

« Afin d'obtenir une donnée chiffrée et objectivable sur la vitesse de circulation à la rue des Anglais à Jurbise, le Service Sécurité communal a sollicité ce jour l'installation de l'analyseur de trafic auprès de la Zone de Police Sylle et Dendre. Dans l'attente de l'installation de celui-ci, le radar préventif sera installé dans les prochains jours.

Dès réception des résultats, l'analyse statistique sera communiquée par la Présidente à l'occasion d'une prochaine séance du Conseil communal.

Un bon de commande a par ailleurs été sollicité ce jour afin de remplacer les bandes de marquage du passage pour piétons situé en face de l'ancien restaurant Dragon City, ainsi que d'autres passages qui seraient éventuellement identifiés. Les conditions climatiques revenant à des températures positives (au-dessus des 10 degrés), les services communaux pourront remédier à la situation rapidement. »

Pour le Groupe PS, Madame Senecaut pose la seconde question suivante :

« Certains citoyens nous ont interpellé quant à un problème situé sur la route d'Ath à la hauteur du viaduc. De nombreux automobilistes semblent passer au feu de signalisation en phase rouge. Ils seraient tellement nombreux (même si tout est relatif) qu'il y a lieu de penser que le feu n'est pas suffisamment visible. La Commune peut-elle interpellier la Région afin qu'un dispositif plus visible soit installé ainsi que la Zone de police, pour l'installation du radar ? »

Pour la majorité, la Présidente répond :

« Un nouveau feu clignotant a été installé fin décembre 2017 sur la RN56. Ce nouveau dispositif apporte a priori une meilleure visibilité vu qu'il s'agit de nouveau matériel (marquage rouge et blanc) et que l'endroit dispose d'un éclairage public suffisant.

Même si la Commune de Jurbise a instauré avec le garde-route du Service Public de Wallonie une collaboration étroite en cas d'avarie sur ce district, la gestion de cette voirie reste de la compétence du Service Public de Wallonie.

La Commune de Jurbise relatera auprès de la Zone de Police la problématique relative aux passages de certains usagers malgré la phase rouge du feu clignotant. Des contrôles seront sollicités ainsi que le placement du radar (préventif et répressif). La Commune interpellera également le Service Public de Wallonie, via un courrier officiel, en rapportant cette problématique sécuritaire et en sollicitant l'examen de la situation afin de renforcer la visibilité à cet endroit.

Pour la Liste LB, Monsieur Hallot pose la question suivante :

« On a beaucoup parlé ces derniers temps de capsules d'iode mises à la disposition des citoyens en cas d'accident nucléaire. Ne serait-il pas utile que les Administrations communales puissent mettre à disposition des citoyens des capsules de ce type, notamment pour alléger le travail des pharmaciens mais aussi pour s'assurer que toute la population y aura accès ?

Aussi, qu'en est-il des plans d'urgence, notamment au niveau des écoles et crèches ? Seront-ils adaptés ? »

La Présidente répond :

Suite aux informations reçues du Centre de Crise fédéral relatives à la prédistribution de comprimés d'iode pour les communes, la Commune de Jurbise a sollicité le 8 mars dernier, via son Planificateur d'Urgence, le Centre de Crise fédéral afin d'examiner avec celui-ci différentes possibilités de proactivité en matière de planification d'urgence sur le risque nucléaire.

Outre l'enrichissement des plans d'urgence sur cette thématique (actions à entreprendre pour les collectivités d'enfants sur base des informations reçues du Bureau de Sécurité civile) et le fait de relayer la campagne d'information relative au risque nucléaire qui a été lancée le 6 mars 2018 par les Ministres fédéraux de la Sécurité, de l'Intérieur et de la Santé Publique, différentes actions de proactivité ont été proposées au Centre de Crise, à savoir :

- de planifier une séance d'information avec la collaboration du Centre de Crise et l'équipe d'experts (Santé publique, AFMPS, AFSCA et l'AFCN) sur cette thématique de risque nucléaire ;*
- d'accompagner nos seniors à travers une information portant sur « que faire en cas d'accident nucléaire » et les modalités de prise des comprimés d'iode ;*
- d'organiser la distribution de comprimés d'iode pour nos collectivités (crèches, écoles, aides familiales du CPAS) ;*
- d'organiser la distribution de comprimés d'iode pour chaque famille de la Commune de Jurbise.*

En date du 19 mars 2018, Monsieur Benoit RAMACKER, Porte-parole du Centre de Crise Fédéral, nous répondait positivement concernant la planification d'une séance d'information sur le risque nucléaire, et l'accompagnement de nos seniors et de nos collectivités ; mais négativement pour ce qui concerne une pré-distribution de comprimés d'iode par des pharmaciens dans une salle communale.

Monsieur Hallot ajoute qu'effectivement, la distribution de ces comprimés d'iode doit se faire de manière encadrée et accompagnée, les dosages étant différents en fonction du profil du citoyen concerné.

Madame Senecaut partage cet avis, ajoutant également qu'une attention particulière doit être apportée aux personnes souffrant d'éventuelles allergies.

Plus aucune question orale n'étant posée, la Présidente déclare le huis clos.
